

Où va l'Europe ?



Frédérique Lemerre

Spécialiste des relations extérieures de l'UE et de sa politique étrangère, Péter Balázs a répondu aux questions du JFB sur la situation en Géorgie, les relations de l'UE avec la Russie, mais surtout la crise, en particulier institutionnelle, que traverse l'Europe depuis plusieurs années.

JFB : La crise géorgienne était un test pour l'Union européenne. Quelle conclusion en tirez-vous ?

Péter Balázs : Avant tout, en ce qui concerne les protagonistes de cette crise, je pense que l'on peut faire la critique des deux parties: de la Géorgie et de la Russie. Elles ont commis des fautes de part et d'autre, mais ce qui est important c'est qu'il s'agit d'un conflit entre deux Etats européens. Or, il y a parfois des doutes là-dessus... La Géorgie a une culture très ancienne, chrétienne et européenne, et la Russie a une vocation européenne malgré une certaine distance géographique entre Bruxelles et Moscou, une mentalité définie par l'église byzantine et des traditions russes. Mais le conflit se joue dans la proximité directe de l'Europe. Alors, si le conflit est européen, il faudrait que l'Europe s'en occupe. Ce serait en effet mieux d'apporter notre contribution à la solution que de laisser tout cela à un jeu bipolaire, entre les Etats-Unis et Moscou. Mais quelle est la voie ? Quelle est la position de

l'Europe ? Il y a un intérêt mais il n'y a pas de position commune parmi les Etats membres de l'UE et de l'OTAN. Ce sont plus ou moins les mêmes qui se divisent selon, non pas des intérêts, mais des émotions. Des émotions peu claires de la part des Pays baltes, par exemple, mais on peut les comprendre car ils ont été opprimés et dominés par les Russes pendant longtemps. De la part de la Pologne aussi, qui était toujours coincée entre ses deux grands voisins, l'Allemagne et la Russie... Mais on ne peut pas mener une politique basée sur des émotions. Il faut bien calculer les intérêts, les conséquences, les alliances, les coalitions. Il faut savoir jouer, comme aux échecs, à un jeu rationnel.

JFB : Qu'en est-il des émotions de la Hongrie qui elle aussi – bien que différemment – a subi le joug des Russes ?

P.B. : Certaines forces politiques essayent de jouer une certaine carte d'antipathie contre la Russie qui était là en effet pendant 40 ans, de la fin de la Seconde Guerre mondiale au 19 juin 1991. Mais la réaction russe à la révolution de 56 était en somme le dernier conflit entre nos deux pays, et la Hongrie fait partie des rares pays dans cette zone de l'Europe où la population n'a pas de ressentiment envers les Russes, avec peut-être la République tchèque et la Slovaquie. Dans le reste de l'Europe centrale et orientale, il y a soit des sentiments négatifs soit au contraire positifs: l'attraction de la Russie est visible par exemple en Bulgarie et en Slovaquie.

JFB : Que pensez-vous du fait que certains pays, comme la Pologne, par exemple, soutiennent l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, alors même que ce pays fonctionne un peu comme une zone tampon entre l'UE et la puissance russe. Les frontières de l'UE doivent-elles s'arrêter à la Russie?

P.B. : Pour l'Ukraine, il y a trois options: 1) Une alliance très étroite avec la Russie, comme c'est le cas avec la Biélorussie. C'est dangereux pour le monde, car l'union du potentiel militaire de ces deux pays a toujours marché contre l'Europe de l'Ouest. C'est donc une mauvaise option.

2) Une sécession. Si vous êtes à Kiev, vous entendez sans cesse les deux langues: dans les taxis, les bus, les restaurants, certains parlent russe et d'autres ukrainien. Il y a donc une division assez visible entre la partie Est et Ouest du pays. Or, une

sécession serait une nouvelle source d'instabilité dans cette zone. Regardez ce qui se passe en Géorgie et en Moldavie avec la Transnistrie... Bref, c'est une mauvaise option.

3) La bonne option: l'attraction vers l'Europe. La perspective européenne. L'adhésion ? C'est très loin ! Car il faut prendre au sérieux la conditionnalité de l'Union européenne. Il faut établir un marché, une démocratie pluraliste, etc. Ce qui nous manque c'est le chemin qui mène vers l'Europe: nous avons une catégorie "en dehors", en tant que pays tiers, et une autre en tant que membres à part entière. Il manque les échelles entre les deux: comment attirer et aspirer ces voisins avec des valeurs européennes, avec des perspectives visibles, sans pour autant fixer de dates ? Il ne faut pas surestimer la capacité d'adaptation d'un aussi grand pays, mais il faut laisser l'espoir. Or l'UE n'a pas la capacité intellectuelle de proposer ce chemin.

JFB : Pourquoi ?

P.B. : Parce que l'on a trop de dossiers sur la table : la Politique Agricole Commune, le prochain budget à partir de 2014, le réchauffement climatique, l'énergie, etc. On est trop divisé, et puis on est là avec ce malheureux traité de Lisbonne, successeur du traité constitutionnel... Bref, on n'avance pas ! On est trop peu inspiré par les traditions de l'UE : c'est devenu trop compliqué, trop juridique, trop institutionnel... il faut simplifier tout cela ! Je cite souvent l'exemple technique de la Tour Eiffel. Quand on l'a remodelée par ordinateur, on s'est rendu compte qu'en démontant les tonnes d'acier ajoutées au XIXe siècle, l'édifice serait stable. Aujourd'hui on pourrait donc remodeler l'UE, démonter beaucoup d'éléments afin de construire une tour jolie, stable, mais beaucoup plus légère et qui pourrait bien servir le nombre croissant des Etats membres. Or, à l'heure actuelle, on glisse vers une organisation des Nations Unies d'Europe, avec des sommets où l'on parle beaucoup sans aboutir à des décisions sérieuses.

JFB : Face à cela, que pensez-vous du retour de Moscou en tant qu'acteur géopolitique sur la scène internationale ? Est-ce une réémergence de l'empire russe, voire des empires: russe, chinois, américain ?

P.B. : Ce que l'on voit maintenant, en Ossétie et Abkhazie, c'est la renaissance de l'expansion territoriale de la Russie. C'est la forme la plus simple de l'expansion: occuper des territoires voisins. Cela peut être le signe de l'émergence d'une puissance mais, au-delà d'une certaine limite, c'est le signe du déclin. Comme quand Napoléon est allé jusqu'à Moscou ou que l'Union soviétique a occupé l'Afghanistan... Pourquoi ? Cela n'avait pas de valeur ! A mes yeux c'est un signe de faiblesse de la part de la Russie. Qu'est-ce que c'est que l'Ossétie du Sud ? Quelle est la contribution de cette petite économie à la richesse de la Russie ? Pour la Russie, la bonne solution serait une expansion qualitative: améliorer le niveau de vie, établir des positions plus solides à travers le monde, avoir une influence, apporter sa contribution intellectuelle aux grands problèmes de l'humanité, être un partenaire sérieux et sur qui on peut compter...

JFB : Place qu'elle revendique....

P.B. : Oui, mais elle abîme toujours cette image. Elle joue avec le robinet du gaz et du pétrole: ce sont des menaces enfantines que de dire « si vous ne vous comportez pas bien, on va fermer le tuyau », ou bien de reconnaître deux territoires minuscules en tant qu'Etats, qui ne seront pas reconnus par le reste du monde.

JFB : Vous pensez que c'est un problème de personnes ? Poutine disait encore récemment que la plus grosse erreur est d'avoir démantelé l'Union soviétique.

P.B. : Comme après chaque empire, il y a une sorte de nostalgie, mais je ne crois pas que ce soit une question de personne. Je crois plutôt que c'est l'histoire qui trouve ses figures. Poutine était une personne d'intégration, de renouveau, il allait dans la bonne direction et il avait la capacité de maîtriser ces forces qui existent en Russie: les différentes mafias, le KGB, mais aussi l'échiquier des matières premières, de l'énergie... Malheureusement il ne pouvait pas continuer. Alors il a trouvé un remplaçant, Medvedev, qui est comme son ombre, et je crois que c'est toujours lui qui dirige les choses. Medvedev a un visage sympathique, il est doué, mais Poutine avait beaucoup plus de force. En tout cas c'est une nouvelle génération en Russie et elle ne trouve toujours pas son rôle dans le monde. La Russie n'est donc pas finie. Et le problème c'est que l'UE n'est pas finie non plus. Nous avons donc deux partenaires qui sont comme deux adolescents : ils cherchent encore leur identité et

leur place dans le monde. Par contre, les autres, les Etats-Unis et la Chine, sont des adultes qui ont une position, une volonté.

JFB : Vous pensez que le contexte de cette crise peut justement aider à l'émergence d'un partenariat stratégique, qui est finalement recherché par les deux parties... N'est-ce pas l'occasion de passer à l'âge adulte ?

P.B.: L'UE a des normes, des valeurs plus stables et plus fiables. Mais l'on ne peut pas mettre en œuvre ces valeurs avant l'établissement d'une unité minimum. Face à des Etats membres très divisés, la première réaction de Moscou est toujours de dire « ils ne sont pas sérieux, ils parlent à trois ou quatre voix, il faut donc prendre la France, l'Allemagne, Berlusconi et laisser à part la Pologne, la Suède et les autres ».

J'ai travaillé à Bruxelles, j'ai vu la Commission de l'intérieur et je ne suis pas optimiste... Car dans la structure actuelle, ce sont les Etats membres qui décident et ils ont beaucoup trop d'influence. On a perdu l'équilibre institutionnel. Ce n'est plus la structure que l'on avait imaginée au début, où les intérêts communs devaient être bien balancés entre les Etats. La Commission est très faible, elle est au service des Etats, le Parlement européen lutte courageusement et la Cour européenne est en arrière-plan alors qu'au début elle guidait l'intégration, donnait des positions. Désormais ce sont les Etats membres qui décident tout, et parmi eux il y a une dominance naturelle des grands. Cela dit, lorsque l'on étudie des organismes internationaux, il faut toujours regarder le niveau des participants. Si vous allez à l'ONU par exemple, ce ne sont plus les numéros un ni les numéros deux, mais les remplaçants des remplaçants qui sont dans la salle. Au sommet de l'UE, ce sont toujours les numéros un des Etats membres : c'est une valeur ! Et tant qu'ils se réunissent volontiers, c'est qu'il s'agit d'une organisation importante. Ce qui nous manque c'est une position.

JFB : Et comment l'acquérir?

P.B. : En mettant en application le traité de Lisbonne, en choisissant un Président de la Commission fort et doté d'une vision, comme l'était Jacques Delors, en changeant complètement la procédure de recrutement des commissaires, qui sont aujourd'hui les chouchous des Premiers ministres et dont la nomination est très

antidémocratique. En somme, il faudrait un exécutif puissant, rétablir cet équilibre entre Conseil et Commission et donner un rôle au Parlement... Il y a beaucoup à faire !

Péter Balázs est professeur à CEU (Central European University) au Département des Relations Internationales et des Etudes Européennes. Auparavant il a mené une carrière politique – il était notamment Secrétaire d’Etat à l’industrie et au commerce –, diplomatique, puis européenne – il était l'un des 105 membres de la Convention sur l'avenir de l'Europe chargée de rédiger le Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Et en 2004, il entre provisoirement à la Commission européenne de Bruxelles.

- 1 vue

Catégorie

Agenda Culturel